

#### 4. Procès-verbal des discussions (P/V)

##### 4-1 Étude sur le terrain

##### (1) Procès-verbal des discussions signé par le Responsable de mission

Procès-verbal des discussions  
sur  
l'Etude préparatoire  
pour  
le Projet de Réhabilitation du Môle 3  
du Port Autonome de Dakar en République du Sénégal

En réponse à la requête du gouvernement de la République du Sénégal (ci-après désigné "Sénégal"), le gouvernement du Japon a décidé de mener une étude préparatoire pour "le Projet de Réhabilitation du Môle 3 du Port Autonome de Dakar" (ci-après désigné "le Projet"). Conformément à cette décision, l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (ci-après désignée la "JICA") a décidé de commencer une étude.

La JICA a envoyé une mission chargée de l'étude de terrain (ci-après désignée "la Mission"), qui est dirigée par M. Yoshimoto Koyanagi, directeur adjoint, Transport et Groupe ICT, Département Infrastructure et consolidation de la paix à la JICA. La mission séjournera au Sénégal pendant la période allant du 15 Septembre au 26 Octobre 2015.

La Mission a tenu une série de discussions avec les représentants concernés du gouvernement du Sénégal, et a mené une étude sur le terrain dans la zone du Projet.

Au cours des discussions et une étude sur le terrain, les deux parties ont confirmé les principaux éléments décrits dans le document ci-attaché. La Mission continuera ses travaux complémentaires et préparera le Rapport de l'étude préparatoire.

Dakar, 2015

小柳桂泉

M. Yoshimoto Koyanagi  
Chef de Mission chargée de l'étude préparatoire  
Agence Japonaise de Coopération  
Internationale

Dr Cheikh Kante  
Directeur Général  
Port Autonome de Dakar  
République du Sénégal

M. Abdoulaye DIENG  
Directeur de la Coopération  
Economique et Financière  
Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan  
République du Sénégal



## DOCUMENT ATTACHE

### 1. Objectif du Projet

L'objectif du Projet est de renforcer la capacité de la logistique du transit vers le Mali à travers la réhabilitation du Môle 3 du Port Autonome de Dakar et au sens large d'améliorer l'efficacité de la manutention du fret du Port de Dakar.

### 2. Titre de l'Etude préparatoire

Les deux parties ont confirmé que l'Etude préparatoire est intitulée comme suit "Etude préparatoire pour le Projet de Réhabilitation du Môle 3 du Port Autonome de Dakar en République du Sénégal".

### 3. Site du Projet

Les deux parties ont confirmé que le site du Projet est au Port de Dakar comme le montre l'Annexe-1.

### 4. Ministère compétent et Agence d'exécution

Les deux parties ont confirmé le ministère compétent et l'agence d'exécution comme suit:

- 4-1. Le ministère compétent est le Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime (MPEM), qui assure la tutelle administrative de l'agence d'exécution.
- 4-2. L'agence d'exécution est le Port Autonome de Dakar (PAD). L'agence d'exécution doit coordonner avec tous les organismes concernés, y compris les Entrepôts Maliens au Sénégal (EMASE), pour une bonne mise en œuvre du Projet et s'assurera que chaque organisme concerné prendra les dispositions requises convenablement et à temps.
- 4-3. L'organigramme est présenté en Annexe 2.

### 5. Contenu de la requête soumise par le Gouvernement du Sénégal

- 5-1. À la suite de discussions avec la Mission, les deux parties ont confirmé les éléments demandés par le Gouvernement du Sénégal comme suit:

- Réhabilitation du Môle 3
- Revêtement du terre-plein du Môle 3 (y compris du système d'évacuation des eaux de pluie).
- Amélioration des bollards, défenses et échelles;
- Réhabilitation de l'entrepôt

- 5-2. La partie Sénégalaise a expliquée à l'Equipe que les rubriques mentionnées ci-dessus sont toutes nécessaires, composent le terminal et représentent toutes des priorités.

- 5-3. La Partie Sénégalaise a expliquée à l'Equipe que le remplacement de la conduite d'alimentation en eau, qui est inclus dans la requête initiale, est actuellement en cours d'exécution par le PAD; cette rubrique peut donc être retirée des points couverts par ce

Projet.

- 5-4. Les deux parties ont confirmé que la profondeur de l'eau du quai devrait être examinée en tenant compte de la tendance de la taille des navires et des résultats des études de sols.
- 5-5. La JICA évaluera la pertinence des éléments demandés ci-dessus à travers l'étude et fera un rapport au Gouvernement du Japon. Les derniers éléments du Projet seront décidés par le Gouvernement du Japon.

#### 6. Système de la coopération financière non remboursable du Japon

- 6-1. La partie Sénégalaise a pris bonne connaissance du système de la coopération financière non remboursable du Japon et ses procédures décrites à l'Annexe 3, Annexe-4 et à l'Annexe-5, et les mesures nécessaires à prendre par le Gouvernement du Sénégal.
- 6-2. La partie sénégalaise a accepté de prendre les mesures nécessaires qui sont décrites à l'Annexe 6 pour une bonne mise en œuvre du Projet, ce qui constitue une condition préalable à la réalisation de la coopération financière non remboursable du Japon. Le contenu détaillé de l'annexe6 sera examiné au cours de l'étude et devra être convenu, au plus tard par l'explication du Projet de Rapport de l'étude préparatoire.

Le contenu de l'Annexe-6 déterminera ce qui suit :

- (1) L'étendue du Projet.
- (2) Le calendrier de la mise en œuvre du Projet.
- (3) Le calendrier et la possibilité d'allocation budgétaire

Le contenu de l'Annexe 6 sera mis à jour au fur à mesure de l'avancement de l'étude préparatoire et constituera finalement un document annexé à l'Accord de Don.

#### 7. Calendrier de l'étude

- 7-1. La Mission continuera l'étude de terrain au Sénégal jusqu'au 26 Octobre 2015.
- 7-2. La JICA va préparer le Rapport provisoire de l'étude préparatoire et va envoyer une mission au Sénégal afin d'expliquer son contenu vers Février 2016.
- 7-3. Si la partie sénégalaise donne son accord de principe sur le contenu du rapport provisoire de l'étude préparatoire et qu'elle accepte pleinement de prendre les dispositions requises, la JICA établira le rapport final et l'enverra au Sénégal vers Juin, 2016.
- 7-4. Le calendrier ci-dessus est provisoire et peut faire l'objet de changements.

#### 8. Considérations environnementales et sociales

- 8-1. La partie sénégalaise s'est engagée à prendre en compte les considérations environnementales et sociales au cours de la mise en œuvre du projet et après l'achèvement du projet, conformément aux lignes directrices de la JICA pour l'environnement et les considérations sociales (Avril 2010).
- 8-2. La partie sénégalaise a accepté de mener les procédures nécessaires concernant l'évaluation environnementale (y compris les réunions des parties prenantes,

AD

l'Évaluation Initiale Environnementale (EEI), etc.) et soumettre le rapport environnemental requis du projet à la Direction de l'Environnement et des Établissements Classés (DEEC) qui est un département du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. La période nécessaire à partir de la demande d'approbation jusqu'à l'obtention de l'approbation sera examinée, et la partie sénégalaise a accepté d'obtenir l'approbation de la DEEC et la soumettre à la JICA Sénégal de préférence avant l'approbation du Projet par le Cabinet du gouvernement du Japon qui est prévue aux alentours de Mai 2016.

#### 9. Divulgation de renseignements

Les deux parties ont confirmé que les résultats de l'étude à l'exclusion du coût du projet seront divulgués au public après l'achèvement de l'étude. Tous les résultats de l'étude, y compris le coût du projet seront divulgués au public après que toutes les vérifications des contrats pour le projet soient faites par la JICA.

#### 10. Autres questions pertinentes

- 10-1. La partie Sénégalaise a expliqué à la mission à propos de la démarcation et des responsabilités entre PAD et EMASE, (Entrepôts Maliens au Sénégal) à propos du hangar du Môle 3, étant entendu que le hangar est une propriété du PAD et sont loués à EMASE. Bien que l'entretien quotidien du hangar soit fait par les EMASE, la partie Sénégalaise a acceptée de supporter les responsabilités globales du fonctionnement et l'entretien de l'entrepôt et de prendre les dispositions nécessaires en collaboration avec EMASE pour la mise en œuvre du projet.
- 10-2. La partie sénégalaise a assuré qu'elle va fixer le budget et le personnel nécessaire pour le fonctionnement et l'entretien des installations devant être fournis par le Projet.
- 10-3. La partie sénégalaise a décidé de sécuriser les alentours des aires de chantier temporaires et le site de clapage pour ce Projet; ex. sur le Môle 3 et/ou le(s) site(s) approprié(s) autant que possible.
- 10-4. Si les travaux de dragage sont nécessaires dans le bassin Est pour garantir le tirant d'eau nécessaire, la partie sénégalaise doit organiser et gérer convenablement les interférences entre les travaux de dragage sur ledit bassin et l'usage des quais No.23, 24 et 25, autoriser le clapage et sécuriser la zone de clapage pour les matériaux dragués conformément aux normes environnementales.
- 10-5. Au cours des travaux de construction la Partie Sénégalaise doit prendre les mesures nécessaires pour assurer le transport fluide des véhicules de chantier, y compris les camions et autres véhicules, par la gestion et le contrôle du trafic sur les routes dans le port.
- 10-6. La Partie Sénégalaise a acceptée de mener la coordination nécessaire avec les usagers du port, y compris les compagnies maritimes, EMASE, etc., sur la restriction partielle de l'utilisation du quai du Môle 3 pendant les travaux de construction, en conformité avec

AD M



la conception générale et le plan de construction du Projet.

- 10-7. L'équipe a expliqué à la Partie Sénégalaise, qu'en plus de l'amélioration de l'infrastructure matérielle, il est recommandé de mettre au point une meilleure méthode de fonctionnement au niveau du Port de Dakar (ex. interdiction de stationner le long de la route d'accès, amélioration de l'efficacité de la manutention des cargaisons en vrac sur le quai, etc.) pour la mise en œuvre d'une manutention efficace et fluide du fret sur l'ensemble du Port de Dakar.
- 10-8. La partie sénégalaise a convenu que les droits de douane, les taxes et autres charges fiscales qui pourraient être imposées en République du Sénégal sont exonérés en vertu d'un commun accord dans l'Echange de Notes (E/N). Si toutefois des dépenses temporaires par le(s) Consultant(s) et/ou l'(es) Entrepreneur(s) susnommés ont été faites pour des raisons de retard d'exécution de l'exonération fiscale, la Partie Sénégalais devrait supporter les frais.
- 10-9. Au cours de la mise en œuvre et après l'achèvement du Projet, le suivi de l'avancement et l'identification des problèmes se fera à l'aide du Rapport de Suivi du Projet. Le format du Rapport de Suivi du Projet est joint en Annexe-7.

Annexe-1 Site du Projet

Annexe-2 Organigramme

Annexe-3 Coopération financière non remboursable du Japon

Annexe-4 Schéma de procédure de la Coopération financière non remboursable du Japon

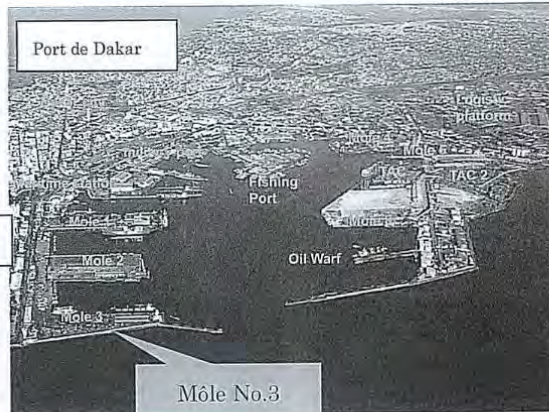
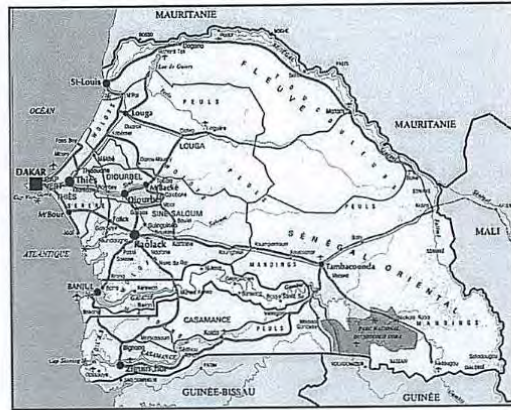
Annexe-5 Système de financement de la Coopération financière non remboursable du Japon

Annexe-6 Principales mesures à prendre par chaque gouvernement

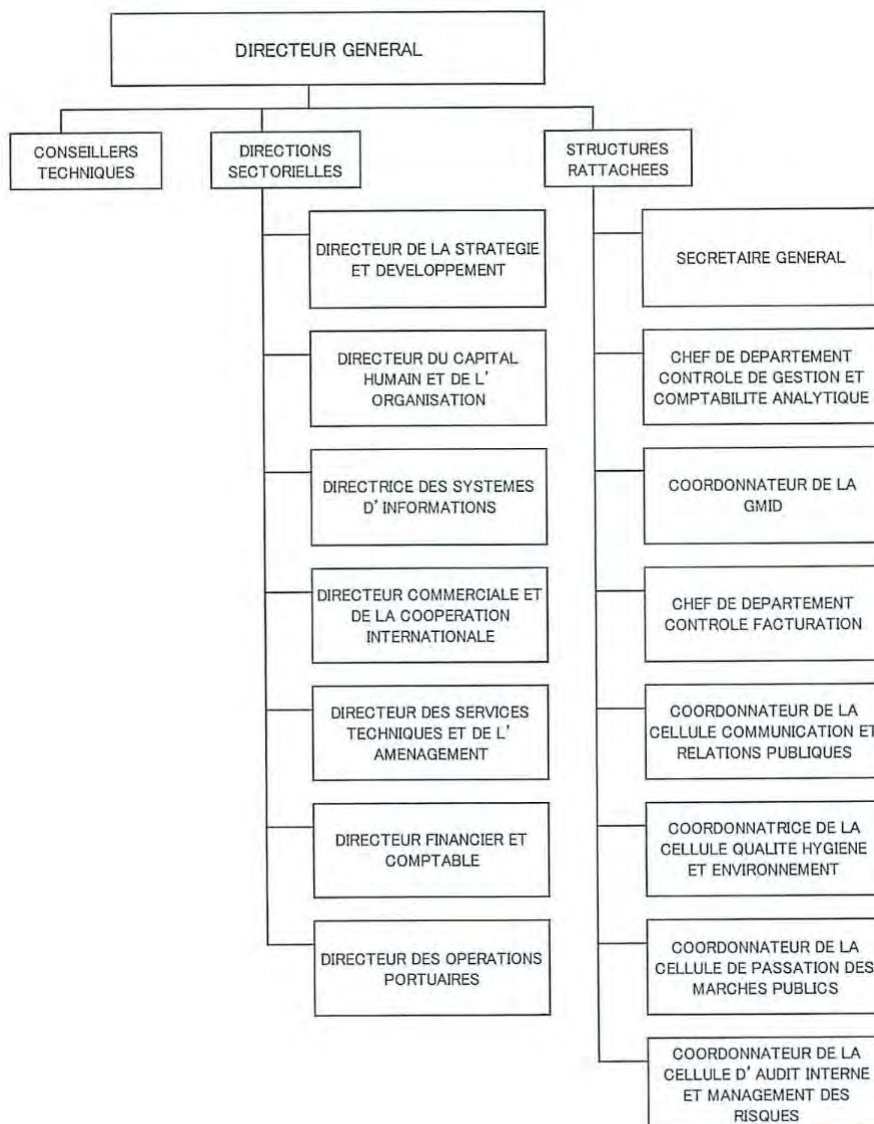
Annexe-7 Rapport de Suivi du Projet (modèle)



Site du Projet



ORGANIGRAMME  
AUTORITE PORTUAIRE DE DAKAR



## COOPERATION FINANCIERE NON-REMBOURSABLE DU JAPON

Conformément à la loi portant sur la JICA et qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2008 et la décision du Gouvernement du Japon (ci-après dénommé «le GdJ») de mettre en œuvre les réformes organisationnelles pour améliorer la qualité de l'aide au développement, la JICA est devenue l'agence exécutive de la Coopération financière non-remboursable du Japon pour les projets en général, la pêche et la coopération culturelle, etc.

La Coopération financière non-remboursable consiste en des fonds non-remboursables attribués à un pays bénéficiaire pour le financement d'infrastructures, d'équipements et de services (services techniques et transport des produits, etc.) pour le développement socio-économique du pays, en conformité avec les lois et réglementations du Japon. La Coopération financière non-remboursable ne s'effectue pas sous forme de don de matériel au pays bénéficiaire.

### 1. Procédures de la Coopération financière non-remboursable du Japon

La Coopération financière non-remboursable du Japon est menée comme suit :

- Etude préparatoire
  - L'Etude menée par la JICA
- Estimation et Approbation
  - Estimation est faite par le GdJ et la JICA. L'approbation par le Conseil des ministres du Japon
- L'autorité en charge de déterminer l'exécution
  - L'Echange de Notes entre le GdJ et un pays bénéficiaire
- Accord de Don (ci-après dénommé « l'A/D »)
  - Accord conclu entre la JICA et un pays bénéficiaire
- Exécution
  - Mise en œuvre du Projet sur la base de l'A/D

### 2. Etude préparatoire

(1) Contenus de l'Etude

Le but de l'Etude est de fournir un document de base nécessaire pour l'estimation du

AD M

Projet par la JICA et le GdJ. Le contenu de l'Etude est le suivant:

- confirmer le contexte de la requête, les objectifs et les effets du Projet ainsi que les capacités des organismes concernés du pays bénéficiaire nécessaires à l'exécution du Projet.
- évaluer la pertinence du Projet à exécuter dans le cadre de la Coopération financière non-remboursable d'un point de vue technique, financier et socio-économique
- confirmer le concept de base du Projet convenu entre les deux parties
- préparer un concept de base du Projet ; et
- estimer les coûts du Projet

Le contenu de la requête faite par le pays bénéficiaire n'est pas obligatoirement approuvé en tant que contenu de la Coopération financière non-remboursable. Le concept de base du Projet doit être confirmé en se basant sur le système de Coopération financière non-remboursable du Japon.

La JICA demande au gouvernement du pays bénéficiaire de prendre toutes les mesures qui pourraient s'avérer nécessaires pour assurer son indépendance dans l'exécution du Projet. Ces mesures doivent être garanties même si elles n'entrent pas dans la juridiction de l'organisme du pays bénéficiaire en charge de l'exécution du Projet. Par conséquent, l'exécution du Projet est confirmée par toutes les parties prenantes du pays bénéficiaire à travers la signature des procès-verbaux des discussions.

(2) Sélection des consultants

En vue de la bonne exécution de l'Etude, la JICA utilise un (des) consultant(s) autorisé(s). La JICA effectue une sélection sur la base des propositions soumises par les consultants intéressés.

(3) Résultat de l'Etude

La JICA examine le rapport de l'Etude, et après confirmation de la pertinence du Projet dans le cadre de la Coopération financière non remboursable, elle recommande au GdJ d'examiner sa mise en œuvre.

**3. Système de Coopération financière non-remboursable du Japon**

(1) L'EN et l'A/D



Après l'approbation du Projet par le Conseil des ministres du Japon, l'Echange de Notes (ci-après dénommé «l'E/N») sera signé entre le GdJ et le Gouvernement du pays bénéficiaire pour l'engagement de l'assistance, et en suite, l'A/D sera conclu entre la JICA et le Gouvernement du pays bénéficiaire. L'A/D définira, en conformité avec l'E/N, les clauses nécessaires pour l'exécution du Projet, telles que les conditions de paiement, les responsabilités du Gouvernement du pays bénéficiaire, et les conditions d'approvisionnement.

(2) Sélection des Consultants

Le(s) consultant(s) qui a (ont) mené l'Etude sera (seront) recommandé(s) par la JICA au pays bénéficiaire pour qu'il (ils) soit (soient) retenu(s) aussi dans le cadre de l'exécution du Projet après l'E/N et l'A/D en vue de maintenir l'uniformité technique.

(3) Pays d'origine éligible

Les fonds de la Coopération financière non-remboursable du Japon doivent être, en principe, utilisés exclusivement pour l'achat des produits et services d'origine japonaise ou ceux du pays bénéficiaire. Néanmoins, la Coopération financière non-remboursable peut être utilisée pour l'achat des produits ou des services d'un pays tiers. Toutefois, en principe, les principaux contractants, à savoir l'entreprise de construction, la société de commerce et le consultant qui sont indispensables pour la mise en œuvre de la coopération, doivent être exclusivement des ressortissants japonais.

(4) Nécessité de la "vérification"

Le gouvernement du pays bénéficiaire ou son représentant autorisé conclura les contrats, libellés en principe en Yen japonais, avec les ressortissants japonais. Ces contrats seront vérifiés par la JICA. Cette vérification est nécessaire car les fonds de la coopération financière non-remboursable proviennent des taxes des citoyens japonais.

(5) Principales mesures à prendre par le gouvernement du pays bénéficiaire

Lors de l'exécution du Projet de la Coopération financière non-remboursable, le pays bénéficiaire devra prendre les mesures définies en Annexe. .

(6) "Bonne gestion des ouvrages"

Le Gouvernement du pays bénéficiaire est requis d'entretenir et d'utiliser les installations construites et les équipements achetés dans le cadre de la Coopération financière non-remboursable de manière adéquate et efficace et de désigner le personnel

nécessaire pour le fonctionnement et la maintenance ainsi que de prendre en charge toutes les dépenses autres que celles couvertes par la Coopération financière non-remboursable.

(7) "Exportation et Ré-exportation"

Les produits achetés dans le cadre de la Coopération financière non-remboursable ne doivent pas être exportés ou réexportés à partir du pays bénéficiaire.

(8) "Arrangement bancaires (A/B)"

- a) Le gouvernement du pays bénéficiaire ou son représentant autorisé devra ouvrir un compte au nom du gouvernement du pays bénéficiaire dans une banque, et ce, au Japon en principe (ci-après dénommée la "Banque"). La JICA exécutera la Coopération financière non-remboursable en procédant aux paiements, en principe en Yen japonais, pour couvrir les obligations du gouvernement du pays bénéficiaire ou de son représentant autorisé.
- b) Les paiements seront effectués lorsque les demandes de paiement seront présentées par la Banque à la JICA conformément à l'Autorisation de Paiement émise par le gouvernement du pays bénéficiaire ou de son représentant autorisé.

(9) Autorisation de Paiement (A/P)

Le Gouvernement du pays bénéficiaire devra régler à la banque la commission de notification de l'autorisation de paiement et la commission de paiement.

(10) Considérations sociales et environnementales

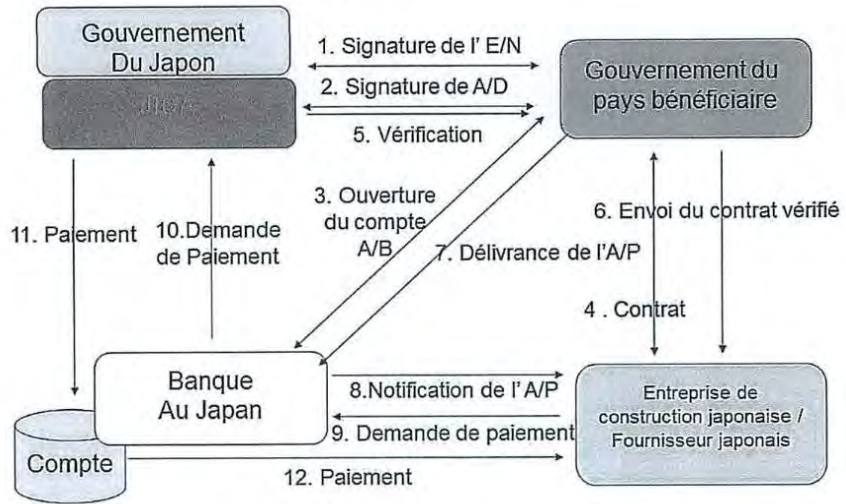
Le pays bénéficiaire doit prendre suffisamment en considération les impacts sociaux et environnementaux du Projet, et doit se conformer aux règlements environnementaux en vigueur du pays bénéficiaire et aux directives socio-environnementales de la JICA.



Schéma de procédure de la Coopération financière non remboursable du Japon

Etape	Déroulement des Travaux	Gouvernement	Gouvernement	JICA	Consultant	Entrepreneur	Autres	
		bénéficiaire	Japonais					
Demande	Demande	✓						
	Examen préliminaire du Projet → Evaluation de la requête → Etude d'identification du Projet(*)		✓	✓				
Formulation et Préparation du Projet	Etude préparatoire	Etude préliminaire(*)	✓	✓	✓			
		Elaboration du concept de base → Sélection des Consultants sur la base des propositions, et conclusion du contrat → Etude sur le terrain, examen et rapport	✓	✓	✓	✓		
		Explication du projet de rapport de l'étude → Rapport final	✓	✓	✓	✓		
Evaluation et Approbation	Evaluation du Projet		✓	✓				
	Consultations interministérielles		✓					
	Soumission de Note préliminaire	✓	✓					
	Approbation par le Cabinet		✓					
Mise en oeuvre	E/N et A/D	✓	✓	✓				
	Arrangement Bancaire	✓					✓	
	Contrat de Consultant → Vérification → Délivrance de l' A/P	✓		✓	✓			
	Conception détaillée et Documents d'Offres → Approbation par le pays bénéficiaire → Préparation de soumissions	✓		✓	✓			
	Soumission et Evaluation	✓		✓	✓	✓		
	Contrat Achat/Construction → Vérification → A/P	✓		✓	✓	✓		
	Construction → Certificat d'Achèvement → A/P	✓		✓	✓	✓		
	Exploitation → Etude post évaluation	✓		✓				
	Evaluation et Suivi	Evaluation ex post	✓	✓	✓			
		Suivi						

**Système de financement de la Coopération financière non remboursable du Japon**



AD M

## Principales mesures à prendre par chaque gouvernement

## Principales mesures à prendre par le gouvernement du pays bénéficiaire

## 1. Avant l'adjudication

NO	Eléments	Délai	Charge	Réf.
1	Approuver l'EEI / l'EIE	Avant l'approbation du projet par le gouvernement du Japon	PAD	
2	Ouvrir le compte bancaire (Arrangement bancaire (A/B))	Dans un délai d'un mois après l'AD	Ministère de l'Economie des Finances et du Plan	
3	Assurer la disponibilité des terrains : 1) Espace d'installations provisoire pour les travaux de construction et le stockage des matériaux, près de la zone du Projet 2) Banc d'emprunt et site de dépôt près de la zone du Projet	Avant l'avis d'appel d'offres	PAD	
4	Obtenir l'autorisation de clapage, les permis d'urbanisme, de zonage et de construire.	Avant l'avis d'appel d'offres	PAD	
5	Déblayer, niveler et défricher les sites:	Avant l'avis d'appel d'offres	PAD	

2. Pendant la mise en œuvre du Projet

NO	Eléments	Délai	Organisation Compétente	Réf.
1	Prise en charge des commissions de la banque japonaise pour les services basés sur l' A/B			
	1) Commission de notification de l'A/P	Dans un délai d'un mois après la signature du contrat	Ministère de l'Economie des Finances et du Plan	
	2) Commission de paiement sur l'A/P	Chaque paiement	Ministère de l'Economie des Finances et du Plan	
3	Assurer la coordination nécessaire avec les usagers du port y compris les compagnies maritimes, EMASE etc. sur la restriction partielle de l'utilisation quai	Pendant le Project	PAD	
4	Garantir le transport fluide des véhicules de chantier	Pendant le Project	PAD	
5	Assurer le déchargement et le dédouanement rapides au port de débarquement dans le pays bénéficiaire	Pendant le Project	PAD	
6	Accorder aux experts japonais qui ont pour mission la fourniture des produits, les prestations en vertu des contrats signés, les facilités nécessaires à leur entrée et à leur séjour dans le pays bénéficiaire afin qu'ils puissent exécuter leur travail	Pendant le Project	PAD	
7	Assurer la prise en charge du coût qui est équivalent aux droits de douane, les taxes et autres charges fiscales qui pourraient être imposées dans le pays bénéficiaire par rapport à l'achat des produits et / ou services, à la place d'un système d'exonération. Les droits de douane et taxes intérieures et toute autre levée fiscale relatés ci-dessus inclus TVA, taxe commerciale, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés des nationaux japonais, la taxe aux résidents, la taxe sur les carburants, mais sans y limités, qui pourraient être imposées dans le pays bénéficiaire, à l'égard de la fourniture des produits et des services en vertu du contrat vérifié	Pendant le Project	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	
8	Prendre en charge toutes dépenses, autres que celles couvertes par la coopération financière non-remboursable, nécessaires à la mise en œuvre du projet	Pendant le Project	PAD	
9	Soumettre le rapport de surveillance de l'environnement au bureau de la JICA Sénégal	Pendant le Project	PAD	

3. Après le Projet

NO	Eléments	Délai	Charge	Réf.
1	Utiliser et entretenir correctement et efficacement les installations construites et les équipements fournis dans le cadre de la coopération financière non-remboursable	Après l'achèvement de la construction	PAD	
	1) Allocation des coûts de maintenance			
	2) Structure d'exploitation et de maintenance			
	3) Vérification régulière / Inspection périodique			

Oh

Principales mesures prises en charge par la coopération financière non remboursable du Japon

No	Eléments	Délai	Coût Estimé (Million Yen japonais)*	
1	Réhabiliter le môle et améliorer les installations nécessaires (ou fournir des équipements)		XX.XX	
	- Réhabilitation du Môle 3			
	- Amélioration des installations nécessaires			
	1) Assurer le déchargement et le dédouanement rapide du lieu de débarquement du pays bénéficiaire			
	a) Transport maritime (aérien) des produits du Japon au pays bénéficiaire			
	b) Transport intérieur à partir du lieu de débarquement jusqu'au site du Projet			
2)	Construire des routes d'accès			
	a) A l'intérieur du site			
2	Elaborer la conception détaillée, appuyer l'appel d'offres et la soumission, superviser les travaux de construction (Consultant)		YY.YY	
3	- Imprévus		ww.ww	
	Total		ZZ.ZZ	

*Ch*

*AS*

*M*

**Exemple****Rapport de Suivi du Projet****Nom de projet**  
**Accord de Don No. XXXXXXXX****Information sur l'organisation**

<b>Autorité (Signataire de l'A/D)</b>	Personne en charge _____ (Service) _____ Coordonnées Adresse: _____ Téléphone /FAX: _____ Email: _____
<b>Organisme d'exécution</b>	Personne en charge _____ (Service) _____ Coordonnées Adresse: _____ Téléphone /FAX: _____ Email: _____
<b>Ministère compétent</b>	Personne en charge _____ (Service) _____ Coordonnées Adresse: _____ Téléphone /FAX: _____ Email: _____

**Grandes lignes de l'Accord de Don:**

<b>Source de financement</b>	Gouvernement du Japon: Montant n'excédant pas JPY _____ mil. Gouvernement du (_____): _____
<b>Titre du projet</b>	
<b>E/N</b>	Date de signature: Durée:
<b>A/D</b>	Date de signature: Durée:



**1: Description du projet**

**1-1 Objectif du Projet**

**1-2 Nécessité du projet et sa priorité**

- La cohérence avec la politique de développement, le plan sectoriel, les plans de développement national et régional, et la demande du groupe cible et du pays bénéficiaire

**1-3 Efficacités et indicateurs**

- L'efficacité du projet

**2: Exécution du projet**

**2-1 Etendue du projet**

Tableau 2-1-1a: Comparaison entre l'emplacement initial et l'emplacement actuel

Emplacement	Initial: (PV)	Actuel: (Rapport de Suivit du Projet (RSP) et Rapport d'Achèvement du Projet(RAP))
	Pièce(s) attaché(s): Carte	Pièce(s) attaché(s): Carte

*Ok*

AD *W*



Tableau 2-1-1b: Comparaison entre l'étendue initiale et l'étendue actuelle

Designation	Initiale	Actuelle
(PV)	(PV)	(RSP et RAP)

2-1-2 Raison(s) de changement, si il y a lieu

(RSP et RAP)

2-2 Calendrier d'exécution

2-2-1 Calendrier d'exécution

Tableau 2-2-1: Comparaison entre le calendrier initial et le calendrier actuel

Designation	Initial		Actuel
	Projet de Conception Générale (PCG)	A/D	
(PV)	(PV)		(RSP,RAP) Date de révision
Date d'achèvement du projet *			Veillez indiquer non seulement la prévision la plus récente mais aussi des révisions apportées dans le passé chronologiquement

\* La date d'achèvement est définie pour \_\_\_\_\_ au moment de A/D.

2-2-2 Raisons de changements de calendrier, et leurs répercussions sur le projet

(RSP et RAP)

2-3 Mesures à prendre par chaque gouvernement

2-3-1 Principales mesures à prendre

Voir la pièce jointe 2.

2-3-2 Activités  
Voir la pièce jointe 3.

2-4 Coût du projet  
2-4-1 Coût du projet

Tableau 2-3-1: Comparaison entre le coût initialement prévu et le coût actuel pris en charge par le gouvernement du Japon  
(Confidentiel jusqu'à l'adjudication)

Designation	Coût (Million Yen)			
	Initial	Actuel	Initial	Actuel
Construction d'installation (ou équipement)				
Services du consultants	- Conception détaillée - Gestion des marchés (contrats) - Supervision de la construction			
Total				

Note: 1) Date d'estimation:  
2) Taux de change: 1Dollar US = Yen

Tableau 2-3-2 : Coût initialement prévu et coût actuel pris en charge par le gouvernement du

Designation	Coût (Million USD)			
	Initial	Actuel	Initial	Actuel
Total				

Note: 1) Date d'estimation:  
2) Taux de change: 1 Dollar US = (Monnaie locale)

2-4-2 S'il y a un écart important entre le montant initialement prévu et le montant actuel, indiquez la (les) raison(s), les mesures d'amélioration prises et leurs résultats

(RSP, RAP)

**2-5 Organisation de mise en œuvre**

**2-5-1 Organisme d'exécution:**

- Son rôle, situation financière, capacité, recouvrement des coûts etc.,
- Organigramme incluant le service en charge de l'exécution et le nombre d'employés

Initial: (PV)

Actuel, s'il y a eu un changement: (RSP et RAP)

**2-6 Impacts environnemental et social**

Rapport sur la base de la liste de vérification environnementale et le formulaire de suivi accordés (voir la pièce jointe 4)

**3: Operation et Maintenance (O&M)**

**3-1 Gestion de l'O&M**

- Organigramme pour l'O&M
- Système d'opération et de maintenance (la structure, le nombre, la qualification et la compétence du personnel, et autres conditions requises pour assurer la maintenance correcte des produits et des biens obtenus du projet tels que les manuels, les installations, les équipements pour l'entretien, les pièces de rechanges etc.,)

Initial: (PV)

Actuel: (RAP)

**3-2 Coût et budget de l'O&M**

- Le coût annuel de l'O&M pendant l'exécution du projet, le coût connu jusqu'aujourd'hui, le budget annuel pour l'O&M

Initial: (PV)

**4: Précautions (Risk Management)**

- Les risques et les problèmes, si cela existe, qui pourraient influencer sur la mise en œuvre, les résultats et la durabilité du projet, et les mesures à prendre

Problèmes au départ et mesures y afférentes: (PV)	
Risques potentiels du projet	Evaluation
1.	Probabilité: H/M/B
(Description du risque)	Impact: H/M/B
	Analyses de probabilité et d'impact:
	Mesures de mitigation:
	Action durant la mise en œuvre:
	Plan d'urgence (éventuellement):
2.	Probabilité: H/M/B
(Description du risque)	Impact: H/M/B
	Analyses de probabilité et d'impact:
	Mesures de mitigation:
	Action durant la mise en œuvre:
	Plan d'urgence (éventuellement):
3.	Probabilité: H/M/B
(Description du risque)	Impact: H/M/B
	Analyses de probabilité et d'impact:
	Mesures de mitigation:
	Action durant la mise en œuvre:
	Plan d'urgence (éventuellement):
<b>Problèmes actuels et mesures prises</b>	
(RSP et RAP)	

*Op*

*DD M*

## 5: Evaluation

### 5-1 Evaluation générale

Décrivez votre évaluation générale sur le projet

(RAP)

### 5-2 Leçons tirées et recommandations

Veillez décrire les leçons tirées de l'expérience du projet, qui pourraient être exploitées dans le cadre de l'assistance future ou des projets similaires, et des recommandations qui pourraient être utiles pour réaliser les effets et l'impact attendus du projet, et pour assurer sa durabilité.

(RAP)

Pièces jointes

1. Carte de localisation du Projet
2. Mesures à prendre par chaque gouvernement
3. Rapport mensuel
4. Rapport de suivi sur les considérations environnementale et sociale



**(2) Procès-verbal des discussions signé par le Responsable de mission (Traduction en anglais)**

**MINUTES OF DISCUSSIONS  
ON THE PREPARATORY SURVEY  
FOR THE PROJECT FOR REHABILITATION OF THE THIRD WHARF  
IN DAKAR AUTONOMOUS PORT  
IN THE REPUBLIC OF SENEGAL**

In response to a request from the Government of Republic of Senegal (hereinafter referred to as “Senegal”), the Government of Japan decided to conduct a Preparatory Survey on “The Project for Rehabilitation of the third Wharf in Dakar Autonomous Port” (hereinafter referred to as “the Project”). In accordance with this decision, Japan International Cooperation Agency (hereinafter referred to as “JICA”) decided to commence the survey.

JICA sent the Preparatory Survey Team for the Field Survey (hereinafter referred to as “the Team”), which is headed by Mr. Yoshimoto KOYANAGI, Deputy Director, Transportation and ICT Group, Infrastructure and Peacebuilding Department, JICA, and is scheduled to stay in the country from September 15<sup>th</sup> to October 26<sup>th</sup>, 2015.

The Team held discussions with the officials concerned of the Senegalese side, and conducted a field survey at the Project site.

In the course of discussions and field survey, the both sides confirmed the main items described on the attached sheets. The Team will proceed to further works and prepare a Draft Report of the Preparatory Survey.

Dakar, October 7<sup>th</sup>, 2015

---

Mr. Yoshimoto Koyanagi  
Leader  
Preparatory Survey Team  
Japan International Cooperation Agency

---

Dr. Cheikh Kante  
Director General  
Dakar Autonomous Port  
The Republic of Senegal

---

M. Abdoulaye DIENG  
Director  
Economic Cooperation and Finance  
Ministry of Economy, Finance and Planning  
The Republic of Senegal

## ATTACHMENT

### 1. Objective of the Project

The objective of the Project is to improve the cargo handling efficiency in Dakar Port and to enhance the logistics capacity for Mali by rehabilitation of third wharf in Dakar Port.

### 2. Title of the Preparatory Survey

Both sides confirmed the title of the Preparatory Survey as “the Preparatory Survey for the Project for Rehabilitation of the third Wharf in Dakar Autonomous Port”.

### 3. Project Site

Both sides confirmed that site of the Project is in Dakar Port which is shown in Annex-1.

### 4. Line Ministry and Executing Agency

Both sides confirmed the line ministry and executing agency as follows:

- 4-1. The line ministry is Ministry of Fishery and Maritime Economy (MFME), which exercise the administrative supervision of the executing agency.
- 4-2. The executing agency is Dakar Autonomous Port (PAD). The executing agency shall coordinate with all the relevant agencies to ensure smooth implementation of the Project and shall ensure that the Undertakings are taken by relevant agencies properly and on time.
- 4-3. The organization chart is shown in Annex-2.

### 5. Item requested by the Government of Senegal

- 5-1. As a result of discussions, with the Team, both sides confirmed that the items requested by the Government of Senegal are as follows:
  - Rehabilitation of the Third Wharf
  - Pavement of Apron on the Third Wharf (including rain water drainage facilities)
  - Improvement of bollards, fenders, ladders
  - Rehabilitation of warehouse
- 5-2. The Senegalese side explained to the Team that the above mentioned items are all necessary ones comprising a cargo terminal and the priorities are not given among them.
- 5-3. The Senegalese side explained to the Team that the replacement of water supply pipe, which was included in the original request, is being currently implemented by PAD, thus it can be removed from the items to be covered by the Project.
- 5-4. The both sides confirmed that the quay water depth shall be examined taking into considerations the trend of ship size and the result of the soil investigation.



5-5. JICA will assess the appropriateness of the above requested items through the survey and will report findings to the Government of Japan. The final components of the Project would be decided by the Government of Japan.

6. Japan's Grant Aid Scheme

6-1. The Senegalese side understood the Japan's Grant Aid Scheme and its procedures as described in Annex-3, Annex-4 and Annex-5, and necessary measures to be taken by the Government of Senegal.

6-2. The Senegalese side agreed to take the necessary measures, as described in Annex-6, for smooth implementation of the Project, as a condition for the Japan's Grant Aid to be implemented. The detailed contents of the Annex-6 will be worked out during the survey and shall be agreed no later than by the Explanation of the Draft Preparatory Survey Report.

The contents of Annex-6 will be used to determine the following:

- (1) The scope of the Project.
- (2) The timing of the Project implementation.
- (3) Timing and possibility of budget allocation

Contents of Annex-6 will be updated as the Preparatory Survey progresses, and will finally be the Attachment to the Grant Agreement.

7. Schedule of the Study

7-1. The Team will proceed with further field survey in Senegal until October 26<sup>th</sup>, 2015.

7-2. JICA will prepare the draft Preparatory Survey Report and dispatch a mission to Senegal in order to explain its contents around February, 2016.

7-3. If the contents of the draft Preparatory Survey Report is accepted in principle and the Undertakings are fully agreed by the Senegalese side, JICA will complete the final report and send it to Senegal around June, 2016.

7-4. The above schedule is tentative and subject to change.

8. Environmental and Social Considerations

8-1. The Senegalese side confirmed to give due environmental and social considerations during implementation of the Project, and after completion of the Project, in accordance with the JICA Guidelines for Environment and Social Considerations (April, 2010).

8-2. The Senegalese side agreed to conduct the necessary procedures concerning the environmental assessment (including stakeholder meetings, Initial Environmental Examination (IEE) etc.) and submit required environmental report of the Project to the Ministry of Environment and Sustainable Development. The period required from the request of approval till the obtainment of approval will be further examined, and the

Senegalese side agreed to obtain the approval from Ministry of Environment and Sustainable Development and submit it to JICA Senegal Office preferably before the Cabinet approval of the Project by the Government of Japan which is scheduled around May, 2016.

9. Disclosure of Information

Both sides confirmed that the study results excluding the Project cost will be disclosed to the public after the completion of the Survey. All the study results including the Project cost will be disclosed to the public after all the verification of contracts for the Project are concluded by JICA.

10. Other Relevant Issues

10-1. The Senegalese side explained to the Team about the responsibilities between PAD and EMASE (Malian Warehouse Company in Senegal) about the warehouse on the Third Wharf, of that the warehouse is the property of PAD and is being leased to EMASE. Although the daily maintenance of warehouse is conducted by EMASE, the Senegalese side agreed to bear the overall responsibilities of operation and maintenance of the warehouse and to take necessary coordination with EMASE for implementation of the project.

10-2. The Senegalese side assured that they will secure the necessary budget and personnel for operation and maintenance of the facilities to be provided by the Project.

10-3. The Senegalese side agreed to secure the temporary construction yards around the Project site, e.g. on the Third Wharf and/or appropriate site(s) as near as possible.

10-4. If the dredging work at the East Basin is required to secure the necessary water depth, the Senegalese side shall impose the usage restriction of the berth No.23, 24 and 25 of the Second Wharf and give the dumping permission and secure the dumping area for the dredged soil which accords to the environmental condition and requirement.

10-5. During the construction work, the Senegalese side shall take necessary measures to secure smooth transportation of construction-related vehicles, including trucks and other cars, by managing and controlling traffic on the roads in the port.

10-6. The Senegalese side agreed to take the necessary coordination with the port users including maritime companies, EMASE, etc., on the wharf use restrictions during the construction work in accordance with the outline design and construction plan of the Project.

10-7. The Team explained to the Senegalese side that in addition to the improvement of hard infrastructure, it is recommended to devise a better method of operation in Dakar Port (ex. parking prohibition along access road, improvement of bulk cargo handling efficiency on the wharf, etc.) for implementation of the efficient and smooth cargo

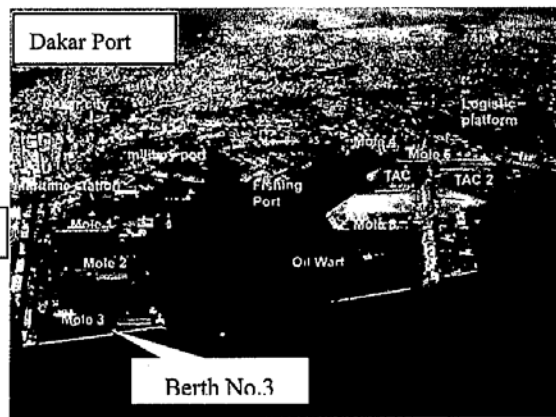
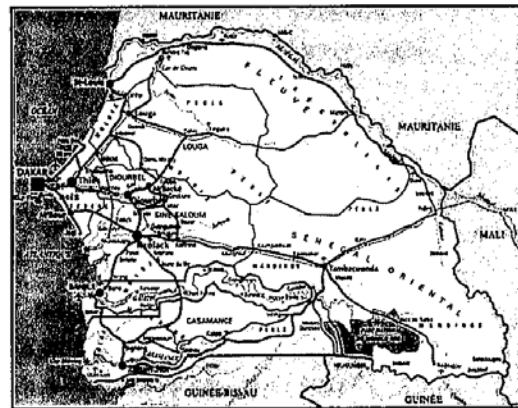
handling in whole Dakar Port.

10-8. The Senegalese side agreed that customs duties, internal taxes and other fiscal levies which may be imposed in the Republic of Senegal are exempted under mutual agreement in the Exchange of Note (E/N). If any temporary expenses by consultant(s) and/or contractor(s) stated before are caused by some reasons such as the delay of execution of tax exemption, the Senegalese side shall bear the cost.

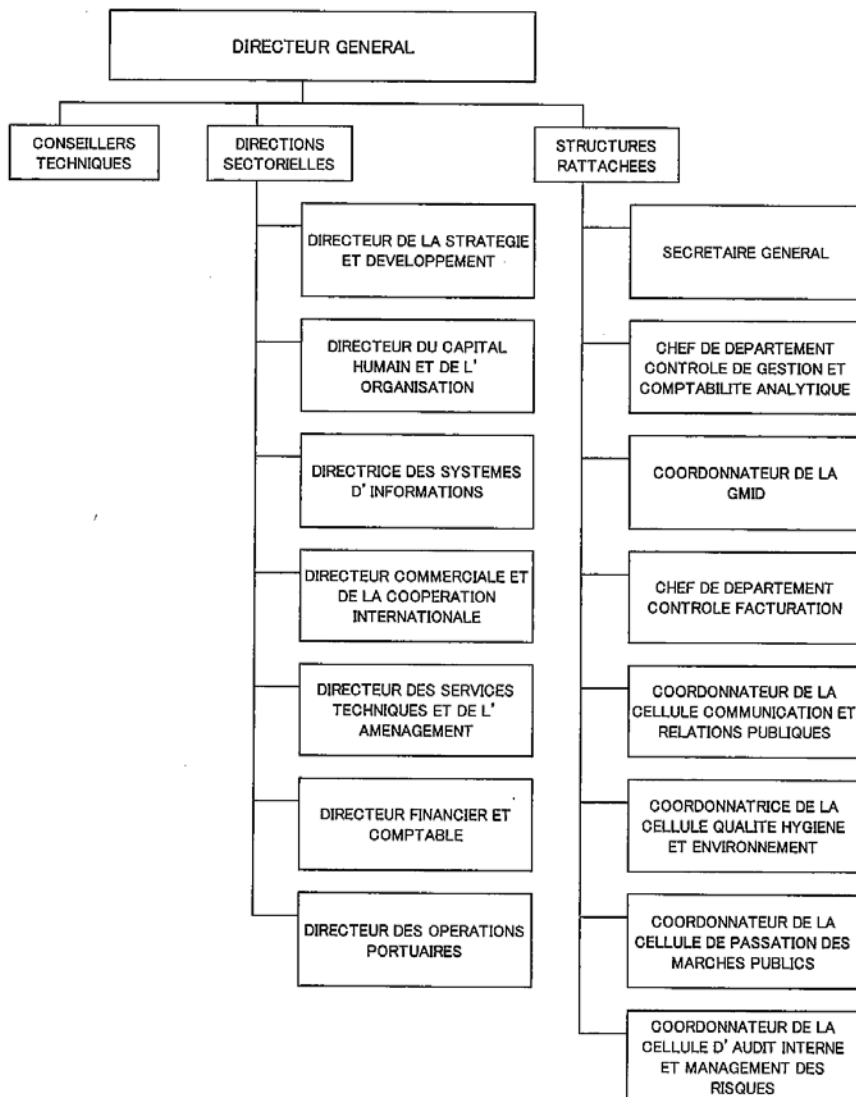
10-9. During implementation and after completion of the Project, the progress and issues will be monitored by using Project Monitoring Report. The format of Project Monitoring Report is attached as Annex-7.

- Annex-1 Project Site
- Annex-2 Organization Chart
- Annex-3 Japan's Grant Aid
- Annex-4 Flow Chart of Japan's Grant Aid
- Annex-5 Financial Flow of Japan's Grant Aid
- Annex-6 Major Undertakings to be taken by Each Government
- Annex-7 Project Monitoring Report

Project Site



Organization Chart  
 ORGANIGRAMME  
 AUTORITE PORTUAIRE DE DAKAR



## JAPAN'S GRANT AID

The Government of Japan (hereinafter referred to as "the GOJ") is implementing the organizational reforms to improve the quality of ODA operations, and as a part of this realignment, a new JICA law was entered into effect on October 1, 2008. Based on this law and the decision of the GOJ, JICA has become the executing agency of the Grant Aid for General Projects, for Fisheries and for Cultural Cooperation, etc.

The Grant Aid is non-reimbursable fund provided to a recipient country to procure the facilities, equipment and services (engineering services and transportation of the products, etc.) for its economic and social development in accordance with the relevant laws and regulations of Japan. The Grant Aid is not supplied through the donation of materials as such.

### 1. Grant Aid Procedures

The Japanese Grant Aid is supplied through following procedures :

- Preparatory Survey
  - The Survey conducted by JICA
- Appraisal & Approval
  - Appraisal by the GOJ and JICA, and Approval by the Japanese Cabinet
- Authority for Determining Implementation
  - The Notes exchanged between the GOJ and a recipient country
- Grant Agreement (hereinafter referred to as "the G/A")
  - Agreement concluded between JICA and a recipient country
- Implementation
  - Implementation of the Project on the basis of the G/A

### 2. Preparatory Survey

#### (1) Contents of the Survey

The aim of the preparatory Survey is to provide a basic document necessary for the appraisal of the Project made by the GOJ and JICA. The contents of the Survey are as follows:

- Confirmation of the background, objectives, and benefits of the Project and also institutional capacity of relevant agencies of the recipient country necessary for the implementation of the Project.
- Evaluation of the appropriateness of the Project to be implemented under the Grant Aid Scheme from a technical, financial, social and economic point of view.
- Confirmation of items agreed between both parties concerning the basic concept of the Project.
- Preparation of an outline design of the Project.
- Estimation of costs of the Project.

The contents of the original request by the recipient country are not necessarily approved in their initial form as the contents of the Grant Aid project. The Outline Design of the Project is confirmed based on the guidelines of the Japan's Grant Aid scheme.

JICA requests the Government of the recipient country to take whatever measures necessary to achieve its self-reliance in the implementation of the Project. Such measures must be

guaranteed even though they may fall outside of the jurisdiction of the organization of the recipient country which actually implements the Project. Therefore, the implementation of the Project is confirmed by all relevant organizations of the recipient country based on the Minutes of Discussions.

(2) Selection of Consultants

For smooth implementation of the Survey, JICA employs (a) registered consulting firm(s). JICA selects (a) firm(s) based on proposals submitted by interested firms.

(3) Result of the Survey

JICA reviews the Report on the results of the Survey and recommends the GOJ to appraise the implementation of the Project after confirming the appropriateness of the Project.

### **3. Japan's Grant Aid Scheme**

(1) The E/N and the G/A

After the Project is approved by the Cabinet of Japan, the Exchange of Notes (hereinafter referred to as "the E/N") will be signed between the GOJ and the Government of the recipient country to make a pledge for assistance, which is followed by the conclusion of the G/A between JICA and the Government of the recipient country to define the necessary articles to implement the Project, such as payment conditions, responsibilities of the Government of the recipient country, and procurement conditions.

(2) Selection of Consultants

In order to maintain technical consistency, the consulting firm(s) which conducted the Survey will be recommended by JICA to the recipient country to continue to work on the Project's implementation after the E/N and G/A.

(3) Eligible source country

Under the Japanese Grant Aid, in principle, Japanese products and services including transport or those of the recipient country are to be purchased. When JICA and the Government of the recipient country or its designated authority deem it necessary, the Grant Aid may be used for the purchase of the products or services of a third country. However, the prime contractors, namely, constructing and procurement firms, and the prime consulting firm are limited to "Japanese nationals".

(4) Necessity of "Verification"

The Government of the recipient country or its designated authority will conclude contracts denominated in Japanese yen with Japanese nationals. Those contracts shall be verified by JICA. This "Verification" is deemed necessary to fulfill accountability to Japanese taxpayers.

(5) Major undertakings to be taken by the Government of the Recipient Country

In the implementation of the Grant Aid Project, the recipient country is required to undertake such necessary measures as Annex.

(6) "Proper Use"

The Government of the recipient country is required to maintain and use properly and effectively the facilities constructed and the equipment purchased under the Grant Aid, to



assign staff necessary for this operation and maintenance and to bear all the expenses other than those covered by the Grant Aid.

(7) "Export and Re-export"

The products purchased under the Grant Aid should not be exported or re-exported from the recipient country.

(8) Banking Arrangements (B/A)

- a) The Government of the recipient country or its designated authority should open an account under the name of the Government of the recipient country in a bank in Japan (hereinafter referred to as "the Bank"). JICA will execute the Grant Aid by making payments in Japanese yen to cover the obligations incurred by the Government of the recipient country or its designated authority under the Verified Contracts.
- b) The payments will be made when payment requests are presented by the Bank to JICA under an Authorization to Pay (A/P) issued by the Government of the recipient country or its designated authority.

(9) Authorization to Pay (A/P)

The Government of the recipient country should bear an advising commission of an Authorization to Pay and payment commissions paid to the Bank.

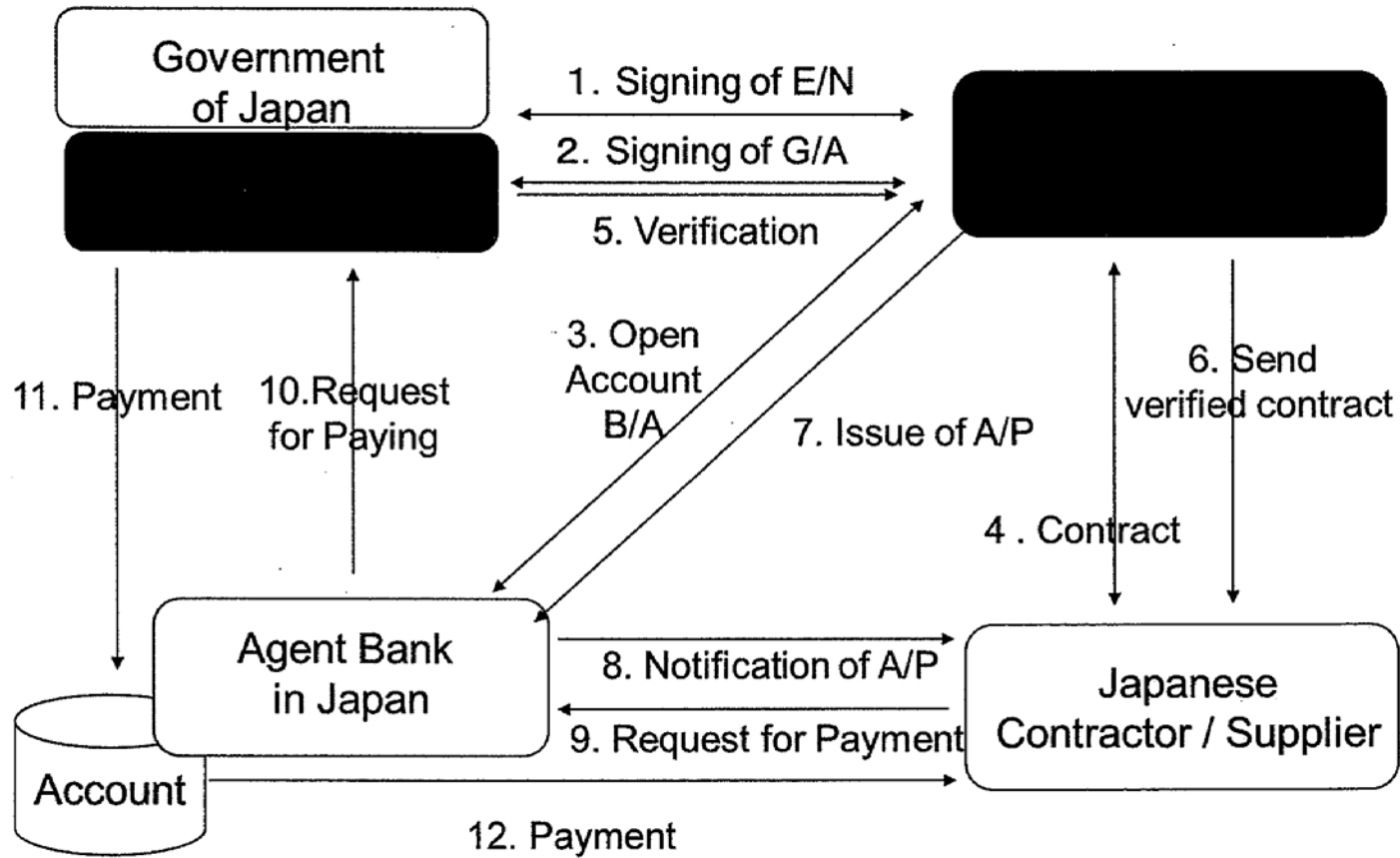
(10) Social and Environmental Considerations

A recipient country must carefully consider social and environmental impacts by the Project and must comply with the environmental regulations of the recipient country and JICA socio-environmental guidelines.

FLOW CHART OF JAPAN'S GRANT AID PROCEDURES

Stage	Flow & Works	Recipient Government	Japanese Government	JICA	Consultant	Contractor	Others
Application	Request (T/R: Terms of Reference)	✓					
	Screening of Project → Evaluation of T/R → Project Identification Survey*		✓	✓			
Project Formulation & Preparation	Preparatory Survey	Preliminary Survey* → Field Survey Home Office Work Reporting *if necessary	✓	✓	✓		
		Outline Design Study → Selection & Contracting of Consultant by Proposal → Field Survey Home Office Work Reporting	✓	✓	✓	✓	
		Explanation of Draft Final Report → Final Report Final Report	✓	✓	✓	✓	
Appraisal & Approval	Appraisal of Project		✓	✓			
	Inter Ministerial Consultation		✓				
	Presentation of Draft Notes	✓	✓				
	Approval by the Cabinet		✓				
Implementation	E/N and G/A (E/N: Exchange of Notes, G/A: Grant Agreement)	✓	✓	✓			
	Banking Arrangement (A/P: Authorization to Pay)	✓					✓
	Consultant Contract → Verification → Issuance of A/P	✓		✓	✓		
	Detailed Design & Tender Documents → Approval by Recipient Government → Preparation for Tendering	✓		✓	✓		
	Tendering & Evaluation	✓		✓	✓	✓	
	Procurement / Construction Contract → Verification → A/P	✓		✓	✓	✓	
	Construction → Completion Certificate Recipient Government → A/P	✓		✓	✓	✓	
	Operation → Post Evaluation Study	✓		✓			
	Ex-post Evaluation → Follow up	✓	✓	✓			

### Financial Flow of Grant Aid



**Major Undertakings to be taken by Each Government****Major Undertakings to be taken by Recipient Government****1. Before the Tender**

NO	Items	Deadline	In charge	Ref.
1	To approve IEE/EIA	before the Project approval by Japanese Cabinet	PAD	
2	To open Bank Account (Banking Arrangement (B/A))	within 1 month after G/A	Ministry of Economy, Finance and Planning	
3	To secure lands 1) temporary construction yard and stock yard near the Project area 2) borrow pit and disposal site near the Project area	before notice of the tender document	PAD	
4	To obtain the dumping permission, planning, zoning, building permit	before notice of the tender document	PAD	
5	To clear, level and reclaim the following sites when needed	before notice of the tender document	PAD	

**2. During the Project Implementation**

NO	Items	Deadline	In charge	Ref.
1	To bear the following commissions to a bank of Japan for the banking services based upon the B/A			
	1) Advising commission of A/P	within 1 month after the signing of the contract	Ministry of Economy, Finance and Planning	
	2) Payment commission for A/P	every payment	Ministry of Economy, Finance and Planning	
3	To conduct the necessary coordination with port users including maritime companies, EMASE, etc. on the wharf use restriction	during the Project	PAD	
4	To secure smooth transportation of construction-related vehicles	during the Project	PAD	
5	To ensure prompt unloading and customs clearance at the port of disembarkation in recipient country	during the Project	PAD	
6	To accord Japanese nationals whose services may be required in connection with the supply of the products and the services under the verified contract such facilities as may be necessary for their entry into the recipient country and stay therein for the performance of their work	during the Project	PAD	
7	To bear the cost which is equivalent to the customs duties, internal taxes and other fiscal levies which may be imposed in the country of the Recipient with respect to the purchase of the Products and/or the Services, instead of tax exemption system. Such customs duties, internal taxes and other fiscal levies mentioned above include VAT, commercial tax, income tax and corporate tax of Japanese nationals, resident tax, fuel tax, but not limited, which may be imposed in the recipient country with respect to the supply of the products and services under the verified contract.	during the Project	Ministry of Economy, Finance and Planning	
8	To bear all the expenses, other than those to be borne by the Grant Aid, necessary for the Project implementation	during the Project	PAD	
9	To submit environmental monitoring report to JICA Senegal Office	during the Project	PAD	

3. After the Project

NO	Items	Deadline	In charge	Ref.
1	To maintain and use properly and effectively the facilities constructed and equipment provided under the Grant Aid . 1) Allocation of maintenance cost 2) Operation and maintenance structure 3) Routine/Periodic inspection	After completion of the construction	PAD	

Major Undertakings to be covered by the Grant Aid

No	Items	Deadline	Cost Estimated (Million Japanese Yen)*	
1	To rehabilitate the wharf and improve necessary facilities (or To procure equipment)		XX.XX	
	- Rehabilitation of the Third Wharf			
	- Improvement of necessary facilities			
	1) To ensure prompt unloading and customs clearance at the port of disembarkation in recipient country			
	a) Marine(Air) transportation of the products from Japan to the recipient country			
	b) Internal transportation from the port of disembarkation to the project site			
	2) To construct access roads			
a) Within the site				
2	To implement detailed design, tender support and construction supervision (Consultant)		YY.YY	
3	Contingencies		ww.ww	
	Total		ZZ.ZZ	

**(Sample)****Project Monitoring Report**

on

**Project Name**Grant Agreement No. XXXXXXXX**Organization Information**

<b>Authority (Signer of the G/A)</b>	Person in Charge _____ (Division) _____
	Contacts Address: _____ Phone/FAX: _____ Email: _____
<b>Executing Agency</b>	Person in Charge _____ (Division) _____
	Contacts Address: _____ Phone/FAX: _____ Email: _____
<b>Line Ministry</b>	Person in Charge _____ (Division) _____
	Contacts Address: _____ Phone/FAX: _____ Email: _____

**Outline of Grant Agreement:**

<b>Source of Finance</b>	Government of Japan: Not exceeding JPY _____ mil. Government of (_____): _____
<b>Project Title</b>	
<b>E/N</b>	Signed date: Duration:
<b>G/A</b>	Signed date: Duration:

## 1: Project Description

### 1-1 Project Objective

--

### 1-2 Necessity and Priority of the Project

- Consistency with development policy, sector plan, national/regional development plans and demand of target group and the recipient country.

--

### 1-3 Effectiveness and the indicators

- Effectiveness by the project

--

## 2: Project Implementation

### 2-1 Project Scope

Table 2-1-1a: Comparison of Original and Actual Location

Location	Original: (M/D) Attachment(s):Map	Actual: (P/R and PCR) Attachment(s):Map

Table 2-1-1b: Comparison of Original and Actual Scope

Items	Original	Actual
(M/D)	(M/D)	(P/R and PCR)

### 2-1-2 Reason(s) for the modification if there have been any.

(P/R and PCR)

--

**2-2 Implementation Schedule**  
**2-2-1 Implementation Schedule**

Table 2-2-1: Comparison of Original and Actual Schedule

Items	Original		Actual
	DOD	G/A	
<i>[M/D]</i>	<i>(M/D)</i>		<i>(P/R,PCR)</i> As of (Date of Revision)
Project Completion Date*			Please state not only the most updated schedule but also other past revisions chronologically.

\*Project Completion was defined as \_\_\_\_\_ at the time of G/A.

**2-2-2 Reasons for any changes of the schedule, and their effects on the project.**

*(P/R and PCR)*

**2-3 Undertakings by each Government**

**2-3-1 Major Undertakings**  
 See Attachment 2.

**2-3-2 Activities**  
 See Attachment 3.

**2-4 Project Cost**

**2-4-1 Project Cost**

Table 2-3-1 Comparison of Original and Actual Cost by the Government of Japan  
 (Confidential until the Tender)

Items	Cost (Million Yen)			
	Original	Actual	Original	Actual
Construction Facilities (or Equipment)				
Consulting Services	- Detailed design - Procurement Management - Construction Supervision			



Total		
-------	--	--

Note: 1) Date of estimation:  
 2) Exchange rate: 1 US Dollar = Yen

Table 2-3-2 Comparison of Original and Actual Cost by the Government of XX

Items	Cost (Million USD)	
	Original	Actual
Total		

Note: 1) Date of estimation:  
 2) Exchange rate: 1 US Dollar = (local currency)

2-4-2 Reason(s) for the wide gap between the original and actual, if there have been any, the remedies you have taken, and their results.

(P/R, PCR)

2-5 Organizations for Implementation

2-5-1 Executing Agency:

- Organization's role, financial position, capacity, cost recovery etc,
- Organization Chart including the unit in charge of the implementation and number of employees.

Original: (M/D)

---

Actual, if changed: (P/R and PCR)

2-6 Environmental and Social Impacts

Report based on the agreed environmental checklist and monitoring form (See Attachment 4)

**3: Operation and Maintenance (O&M)**

**3-1 O&M and Management**

- Organization chart of O&M
- Operational and maintenance system (structure and the number, qualification and skill of staff or other conditions necessary to maintain the outputs and benefits of the project soundly, such as manuals, facilities and equipment for maintenance, and spare part stocks etc)

Original: (M/D)
Actual: (PCR)

**3-2 O&M Cost and Budget**

- The actual annual O&M cost for the duration of the project up to today, as well as the annual O&M budget.

Original: (M/D)
-----------------

**4: Precautions (Risk Management)**

- Risks and issues, if any, which may affect the project implementation, outcome, sustainability and planned countermeasures to be adapted are below.

Original Issues and Countermeasure(s): (M/D)	
Potential Project Risks	Assessment
1.	Probability: H/M/L
(Description of Risk)	Impact: H/M/L
	Analysis of Probability and Impact:
	Mitigation Measures:
	Action during the Implementation:

	Contingency Plan (if applicable):
2.	Probability: H/M/L
(Description of Risk)	Impact: H/M/L
	Analysis of Probability and Impact:
	Mitigation Measures:
	Action during the Implementation:
	Contingency Plan (if applicable):
3.	Probability: H/M/L
(Description of Risk)	Impact: H/M/L
	Analysis of Probability and Impact:
	Mitigation Measures:
	Action during the Implementation:
	Contingency Plan (if applicable):
<b>Actual issues and Countermeasure(s)</b>	
(P/R and PCR)	

**5: Evaluation**

**5-1 Overall evaluation**

Please describe your evaluation on the overall outcome of the project.

(PCR)

**5-2 Lessons Learnt and Recommendations**

Please raise any lessons learned from the project experience, which might be valuable for the future assistance or similar type of projects, as well as any recommendations, which might be beneficial for better realization of the project effect, impact and assurance of sustainability.

(PCR)

**Attachment**

1. Project Location Map
2. Undertakings to be taken by each Government
3. Monthly Report
4. Monitoring report on environmental and social considerations

### (3) Procès-verbal des discussions signé par le Chef de projet

## COMPTE RENDU DES DISCUSSIONS

### ENTRE

### LE PORT AUTONOME DE DAKAR ET L'EQUIPE D'ETUDE DE LA JICA

#### 1. Introduction

L'Equipe de l'Etude Préparatoire (« L'Equipe ») pour «le Projet de Réhabilitation du Môle 3 du Port Autonome de Dakar» (« Le Projet ») fut envoyée par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) au Port Autonome de Dakar (PAD) du 12Septembreau 29 Octobre 2015. L'Equipe est composée de huit (08) membres comme listés à l'ANNEXE. L'Equipe a conduit des recherches et étudesdétaillées sur le terrain et fit un compte rendu des résultats de ces recherches au PAD au cours d'une réunion de synthèse qui s'est tenue le 20 Octobre 2015. Le compte rendudes discussions entre (les deux parties) le PAD et l'Equipe est comme suit:

#### 2. Principaux points discutés et confirmés

##### 2.1 Les Notes et les Points discutés

Les points suivants ont été discutés et confirmés par les deux parties:

- (1) Le besoin et l'urgence de la réhabilitation du Mole3 sont établis;
- (2) Les normes techniques qui seront utilisées durant le Projet seront **les Normes Techniques Japonaises** utilisées pour les infrastructures portuaires et/ou l'équivalent des normes internationales;
- (3) **La profondeur du Bassin pour les Poste à quai No. 31 et 32** doit êtrechoisie, par exemple -10m ou -12m,tenant compte d'un ensemble d'éléments comme la profondeur actuelle du bassin qui est à -10m, la profondeur actuelle du chenal qui est à -13m, la taille des navires qui fréquentent le Mole3 et la taille des navires qui fréquenterontà l'avenir le Mole3, ou le navire projet (par exemple le cargo général de190m de long avec un tirant d'eau de 11m), les conditions géologiques et bathymétriques du fond marin, la difficulté et le coût de la mise en œuvre des palplanches et du dragage, et aussi en tenant compte d'autres facteurs;
- (4) Au cas où,**le dragage du Bassin Est** est inclus dans le Projet, après avoir pris en considération les possibilités techniques et la dotation budgétaire, le volume du dragage doit être en dessous des 200,000 m<sup>3</sup>pour réduire l'étendue de l'Evaluation de l'ImpactEnvironnemental (EIE) conformément à la réglementation en vigueur au Sénégal;
- (5) **Site provisoire de Construction** devra être sécurisé au Môle 3 et/ou dans un endroit aussi proche que possible et durant toute la durée de construction du Projet;
- (6) Pour assurer une circulation fluide et sure entre les portails 2 et 4 (en Zone sud), **la voirie interne du Port** doit être agrandie, ou le **Portail 3** doit être ouvertet éventuellement élargi afin

de permettre une utilisation dans les deux sens, ce qui a été déjà programmé par le PAD;

- (7) **Des bureaux Temporaires** doivent être préparés et mis à la disposition du personnel des EMASE, qui occupe le hangar présentement, durant la période de construction du nouveau hangar. Pour des soucis liés au bien être sanitaire des usagers (dockers et autres), le PAD prendra en charge la réhabilitation de tous les bâtiments vétustes (ceux utilisés par les dockers) qui se trouvent à proximité du Môle 3;
- (8) **Les rails**, qui sont inutilisés et qui sont toujours sur terre-plein du Môle 3 et à côté des postes à quai 31 et 32, peuvent être enlevés, si nécessaire, pour les besoins des nouvelles constructions; toutefois ces nouvelles constructions devront tenir compte de la réinstallation future de lignes de chemin de fer au Môle 3;
- (9) **Le renouvellement du réseau d'adduction en eau** des postes à quai No. 31 et 32, déjà programmé et pris en charge par le PAD, peut être retiré du Projet mis à part le réajustement des regards ainsi que leur déplacement et le raccordement des équipements au réseau existant si nécessaire;
- (10) Durant la période de construction, les travaux seront faits en deux étapes au moins afin de permettre la continuité des opérations sur un des postes à quai et la réhabilitation sur l'autre;
- (11) Autres.

## 2.2 Recommandations

L'Equipe d'Etude de La JICA a fait les recommandations suivantes aux dirigeants du PAD qui les ont acceptées:

- (1) Pour augmenter la productivité, la sécurité et l'assainissement des postes 31 et 32, **Ce Projet de Réhabilitation** doit être fait, si les conditions budgétaires et techniques sont réunies, en renouvelant le mur du quai y compris ses équipements, la bande bord à quai, les terre-pleins y compris son assainissement (eaux pluviales), le hangar de transit, etc.
- (2) **Réforme du système de manutention** des marchandises en général et en vrac actuellement utilisé au poste 31 et 32 doivent être revues par les différentes parties concernées afin de trouver des méthodes de productivité plus efficace.
- (3) **La Maintenance des Equipements et des installations** qui seront construits ou fournis dans le cadre de ce Projet doit être assurée par le PAD comme prévu sans aucun souci ;
- (4) Autres.

## 3. Conclusions et Confirmations

Les points suivants ont été conclus par l'Equipe et acceptés par le PAD:

- (1) L'Equipe d'Etude a effectué une **collecte d'informations et de données** nécessaires à la

formulation du Plan de Base du Projet durant les 40 derniers jours et ceci depuis la mi-septembre 2015. Les travaux ont été concluants et réussis dans la collecte des informations et données essentielles, et ont révélé des beaucoup de choses méconnues jusque-là. Toutes les deux parties continuent leur collaboration dans le partage des documents utiles au Projet.

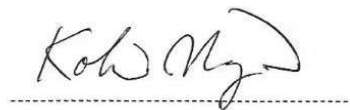
- (2) Le Projet pourrait être mis en œuvre comme décrit ci-dessus et dans la présentation de la réunion du 20 Octobre. On doit noter que les contenus du Projet, liés au calendrier et budget, sont tous soumis à l'approbation de la JICA.

En outre, l'Equipe présente ses sincères remerciements au Dr. Kanté, Directeur Général, à tous les autres responsables du PAD et aux Agences organisations telles que le Bureau de la JICA Sénégal, EMASE, etc., qui ont si gentiment coopéré avec l'Equipe. Ce que le PAD a hautement apprécié.

Le Compte rendu des réunions ci-dessus est confirmé et signé ci-dessous à la date du 26 Octobre 2015.



Ousseynou NDIAYE, Directeur,  
Des Services Techniques et de l'Aménagement,  
Port Autonome de Dakar  
Sénégal



Kohei NAGAI, Consultant Principal,  
Equipe de l'Etude Préparatoire de la JICA  
Pour le Projet de Réhabilitation du Môle 3  
du Port Autonome De Dakar, Sénégal

ANNEXE: La liste des Membres de l'Equipe d'Etude de la JICA

FONCTION	NOM
Consultant Principal/Planificateur Portuaire	KoheiNAGAI
Economiste et Prévisionniste des Besoins	Isamu KOIKE
Concepteur des Installations Portuaires	MitsuhiroNAKAMURA
Spécialiste des Equipements de Manutention	HiroakiYAMANAMI
Etude des Conditions Naturelles / Considérations Sociales et Environnementales	HiroichiTSURUYA
Planification et Conception Architecturale/ Construction et Plan d'Approvisionnement/ Estimation des Coûts	MakioOKUBO
Interprète	ShojiKANEMORI
Coordonnateur du Projet/ Infrastructures Connexes	ShogoTOKUDA

K.M.

0



(4) Procès-verbal des discussions signé par le Chef de projet (anglais)

**MINUTES OF DISCUSSIONS  
BETWEEN  
PORT AUTHORITY OF DAKAR AND JICA SURVEY TEAM**

**1. Introduction**

The Preliminary Survey Team (the Team) for “the Project of Rehabilitation of Wharf 3 in Dakar Port (the Project)” was dispatched by Japan International Cooperation Agency (JICA) to the Port Authority of Dakar (PAD) from the 12<sup>th</sup> of September to the 29<sup>th</sup> October, 2015. The Team consists of eight members as listed in ATTACHMENT. The Team carried out investigations and site surveys extensively and reported the results to PAD in the wrap-up meeting held on the 20<sup>th</sup> of October 2015. The following are the minutes of discussions between PAD and the Team (the both parties).

**2. Major Items Discussed and Confirmed**

**2.1 Notes and Subjects Discussed**

The following items are discussed and confirmed by the both parties:

- (1) The needs and the emergency of the rehabilitation of Wharf 3 are obvious;
- (2) Technical standards to be employed in the Project are the Japanese Technical Standards for Port and Harbour Facilities and/or equivalent international standards;
- (3) The water depth of Berth No. 31 and 32 should be planned, e.g. 10m or 12m, taking account of the present depth of the Berths of about 10m, the present channel depth of 13m, the expected present and future ship sizes, or Design Ships (e.g. general cargo ships with 190m in length and 11m in draft), geological and bathymetric conditions of the seabed, technical difficulty and implementation cost of pile driving and dredging, and other factors;
- (4) In case, dredging of East Basin could be incorporated in the Project, after having taken into consideration the technical possibility and budgetary allowance, the dredging volume should be less than 200,000 m<sup>3</sup> to reduce the burden of the Environmental Impact Assessment (EIA) in accordance with the EIA regulation procedures of Senegal;
- (5) Temporary construction yard is to be secured in Wharf 3 and/or at a place as near as possible during the whole construction period of the Project;
- (6) In order to ensure smooth and safe traffic flow between Gates 2 and 4 (in South Zone), the Internal Port Road should be widened, or Gate 3 should be opened with expansion to enable a two way usage, which has been already planned to be implemented by PAD;
- (7) Temporary offices should be prepared under the Project for those in the present Warehouse during the construction period. The old buildings in the vicinities of Wharf No. 3 will be taken care by PAD from the viewpoint of welfare and sanitary of port workers, because the buildings

K.A.

are mainly those used by stevedore;

- (8) **The rails**, which have been unused and are still laid at the apron and yard areas of Berth No. 31 and 32, can be removed if necessary, for new constructions of the Project. It is noted, however, that the Project should take into account the future possibility to reinstall the railways in Wharf 3;
- (9) **The water supply pipeline** at Berth No. 31 and 32, which has been planned already to be renewed by PAD, can be excluded from the scope of the Project except adjustment of manholes and the connection of the equipments to the existing supply pipe if necessary;
- (10) **The construction stage of the Project** should be divided into at least two phases to allow partial quay operations at Wharf 3 during the construction period;
- (11) Others.

## 2.2 Recommendations

The JICA Survey Team has submitted the following recommendations for consideration of the PAD management. PAD accepted them:

- (1) In order to enhance efficiency, safety and sanitation of Berth No. 31 and 32, **this Rehabilitation Project** should be carried out, if technically and budgetary possible, by renewing the quay wall (including its attachments), apron-yard (including sanitation and rain water drainage), transit shed, etc;
- (2) **Reform of cargo handling system** of general and bulk cargos now used at Berth No. 31 and 32 should be discussed among the parties involved toward much more efficient methods;
- (3) **Maintenance of facilities and equipment** to be constructed or provided under the Project should be undertaken by PAD as planned and scheduled without any troubles, and;
- (4) Others.

## 3. Conclusions and Acknowledgements

The following are concluded by the Team and agreed by PAD:

- (1) The Survey Team has carried out **collection of information and data** necessary for formulating the Basic Plan of the Project for the past 40 days since middle September, 2015. The works are successful in collecting essential information and data, and revealed several facts which were unknown before. The both parties continue to cooperate in sharing the documents useful to the Project,
- (2) **The Project** could be implemented as described above and in the presentation in the meeting held on October the 20<sup>th</sup>. It should be noted that the contents of the Project, which relate to planning and budget of the Project, are all subject to **JICA's approval**.


K.N.

Lastly, the Survey Team expressed its sincere **thankfulness** to Dr. Kante, Director General, and all the other officials in PAD as well as other related organizations, including JICA Senegal Office, EMASE, etc., who are kind enough to cooperate with the Team. PAD appreciated it.

The above Minutes of Discussions are confirmed and signed below dated 26 October 2015.



-----  
**Ousseynou NDIAYE**, Director,  
Facilities & Technical Services,  
Port Authority of Dakar  
In Senegal



-----  
**Kohei NAGAI**, Chief Consultant  
JICA's Preparatory Survey Team for  
The Project of Rehabilitation of Wharf 3  
In Dakar Port, Senegal

ATTACHMENT: The List of JICA Survey Team Members

POSITION	NAME
Chief Consultant/Port Planner	KoheiNAGAI
Economy and Demand Forecast	Isamu KOIKE
Port Facility Design	Mitsuhiro NAKAMURA
Cargo Handling Equipment	Hiroaki YAMANAMI
Natural Conditions Survey/ Environmental and Social Considerations	HiroichiTSURUYA
Architectural Planning and Design/Construction &Procurement Plan/Cost Estimate	MakioOKUBO
Interpreter	Shoji KANEMORI
Project Coordinator/ Related Infrastructure	Shogo TOKUDA